

Inflation France) : la lutte à tout prix !

vendredi 2 septembre 2022, par [SPIRZ Maurice](#) (Date de rédaction antérieure : 1er septembre 2022).

Le gouvernement et une certaine presse s'émerveillent du dégel des salaires : + 3 % sur un an pour le salaire mensuel de base dans le secteur privé, + 3,5 % pour les fonctionnaires, + 4 % pour les pensions et prestations sociales. Pourtant, ce réchauffement-là a de quoi nous laisser sceptiques. Car avec une inflation à 6,1 % sur un an, il s'agit plutôt d'une sacrée baisse, qui nous ferait presque regretter les années de gel [1].

Sommaire

- [Les prix augmentent, les \(...\)](#)
- [L'urgence est à la hausse \(...\)](#)

Après l'électricité, le gaz, l'essence, puis l'alimentaire, la hausse des prix gagne maintenant tous les produits. Profitant des départs en vacances, les hôtels ont ainsi augmenté de 17 % et les centres de vacances de 14 %. Avec la rentrée, c'est au tour du matériel scolaire, avec + 18 % sur les cahiers et + 20 % sur les feuilles, selon la FCPE.

Les prix augmentent, les dividendes aussi

Le gouvernement et les économistes en vue laissent entendre que les salaires seraient responsables de l'inflation. Le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, fait ainsi la morale à ceux qui seraient tentés de revendiquer, affirmant que « tout le monde serait perdant en cas de hausses de salaire ». Mais les prix n'ont pas attendu les salaires pour décoller.



Avec ces hausses de prix, le patronat mène sa lutte de classe, qui lui permet de battre des records de profits. Stellantis, issu de la fusion de PSA et Fiat-Chrysler, a ainsi réalisé 8 milliards d'euros de bénéfices au premier semestre 2022, en hausse de 34 % par rapport à 2021, alors même que les ventes ont reculé du fait de la pénurie de composants électroniques. Chez Arkema, premier groupe chimique français, le chiffre d'affaires a progressé de 31 % au premier semestre 2022, malgré une baisse des ventes de 5 % au deuxième trimestre, et l'excédent brut d'exploitation (c'est-à-dire les bénéfices) a bondi de 58 % ! Contrairement à ses dires, le patronat ne fait pas que répercuter la hausse du coût des transports et des matières premières, encore moins des salaires, il en rajoute

encore une couche. Pour les États-Unis, l'Economic Policy Institute estime que 54 % de la hausse des prix entre fin 2020 et fin 2021 est venue alimenter les profits. La « fin de l'abondance » annoncée par Macron n'est donc pas pour tout le monde. Au deuxième trimestre 2022, les grandes entreprises ont encore battu les records de dividendes versés, en France et dans le monde.

L'urgence est à la hausse des salaires

Face à la perte de pouvoir d'achat, le gouvernement se contente de mesurètes, dont il espère qu'elles désamorceront les grèves. Après le chèque énergie, le bouclier tarifaire sur le gaz et électricité, la subvention de 18 centimes sur les carburants, voilà le chèque alimentaire de 100 euros par ménage et 50 euros par enfant à charge pour les bénéficiaires de minima sociaux. Pas même de quoi remplir un caddie aux prix actuels ! Et surtout que des mesures sur le « pouvoir d'achat », qui ne coûtent pas un centime au patronat... le gouvernement voudra nous les faire payer par plus d'austérité. L'urgence est donc à la hausse des salaires. Bruno Le Maire a fait les gros yeux au patronat, affirmant qu'il « fera les comptes en fin d'année [pour voir] ce que les grandes entreprises [auront] mis sur la table pour protéger nos compatriotes contre l'inflation ». Mais son seul engagement concret à ce jour, ce sont de nouvelles baisses d'impôt sur les entreprises : encore des milliards pour ruisseler sur les dividendes.

Les hausses de salaires dignes de ce nom, le monde du travail devra les imposer. Les cheminots anglais ont montré l'exemple cet été en se mettant massivement en grève sur plusieurs jours, encourageant d'autres secteurs à les rejoindre (dockers, postiers et d'autres). En France, les syndicats appellent à des mobilisations dans la santé le 22 septembre et interprofessionnelle le 29 septembre. Il faudra y participer nombreuses et nombreux, mais surtout s'organiser à la base sans attendre.

Maurice Spirz

P.-S.

• Hebdo L'Anticapitaliste - 626 (01/09/2022). Publié le Vendredi 2 septembre 2022 à 08h00 : <https://lanticapitaliste.org/actualite/economie/inflation-la-lutte-tout-prix>

Notes

[1] Après déduction de l'inflation, l'évolution réelle sur un an est ainsi de - 3,1 % pour les salariéEs du privé, - 2,6 % pour les fonctionnaires et - 2,1 % pour les pensions et prestations.